

LE MONDE ARABE VU PAR LE PNUD

Le temps des réformes

LA SYRIE DE BACHAR

En attendant le changement



EGYPTE

L'impasse



ZOOM

Gamal Moubarak

Le pouvoir de l'ombre



PORTRAIT

Talabani, la revanche kurde



MEDIAS ARABES

Quel avenir pour Radio Orient ?

Euronews se remet à l'arabe

Edito

Victoria Curzon Price
Présidente du Cermam

Professeur d'économie politique
à l'Université de Genève



Prix du baril = récession mondiale ?

L'économie mondiale vit toujours au rythme du prix du pétrole. Moins qu'en 1973 ou 1979, mais le pétrole demeure un élément important dans l'équation énergétique du monde moderne. L'économie mondiale s'est pourtant ajustée au choc pétrolier de 2003-2004 avec une facilité étonnante. Le prix du baril est passé de \$10 en 1998 (une aberration, c'est vrai) à plus de \$50 cet hiver sans provoquer de récession mondiale. Pourquoi ?

D'une part, l'économie mondiale de 2005 n'est plus la même que celle des années 1970. La part des services est plus importante et la révolution électronique et des communications est passée par là. Je participe à des conférences téléphoniques plutôt que de me déplacer. Résultat : les pays de l'OCDE consomment autant de pétrole qu'en 1973, à la veille de la crise pétrolière, mais produisent deux fois plus de richesses. La part du pétrole a donc diminué de moitié. Une autre raison, plus importante : les économies

avancées sont plus flexibles qu'en 1973, un «Moyen Age» en matière de politiques économiques. On combattait l'inflation et le chômage avec des contrôles sur les prix les salaires et sur le mouvement de capitaux. De larges secteurs de nos économies étaient encore «administrés». Aujourd'hui, le libre marché dicte la plupart des réactions économiques aux changements.

Enfin, les experts s'accordent à dire que la raison principale de l'envolée du prix du baril réside dans l'essor économique exceptionnel de la Chine et de l'Inde. Deux géants, représentant plus du tiers de l'humanité, se mettent en mouvement ! Pas étonnant que le prix des matières premières s'en ressente. Mais ici se trouve une autre raison pour la sérénité de l'économie mondiale. La Chine et l'Inde s'enrichissent, les producteurs de pétrole et d'autres matières premières aussi. Ils deviennent d'excellents clients pour les produits de la «vieille Europe». Contrairement à 1973, il ne s'agit pas d'une réduction des quantités produites, mais d'une augmentation de la demande, due à une augmentation de la richesse. La montée du prix des matières premières n'est que le signal nécessaire pour inciter les entreprises à investir dans ces secteurs et dans les énergies alternatives. L'économie mondiale est donc dans une phase dynamique, et elle offre des opportunités nombreuses à qui veut les saisir ! ■

Le Rapport du PNUD : une polémique utile

Hasni Abidi

Le Rapport sur le Développement humain 2004 présente de nouvelles pistes pour une «renaissance arabe», selon ses auteurs. Ce rapport a le mérite de faire un diagnostic sans complaisance de l'état du monde arabe. Cependant, fallait-il attendre les experts du PNUD pour s'apercevoir des problèmes ? Certes, leurs recommandations ont suscité un large débat sur la lenteur des réformes, mais des ONG et des démocrates le font sur place depuis des années. Les «actions démocratiques» entreprises dans certains pays semblent être le fruit de pressions étrangères et non des convictions démocratiques des dirigeants.

Par ce rapport, l'ONU a réussi un double exploit : défendre les libertés et les réformes économiques, terrain longtemps délaissé, et retrouver une certaine crédibilité. Paradoxalement, ce rapport est une aubaine pour l'Administration américaine, toute à ses chimères du «Grand Moyen Orient». Qui est mieux placé que l'ONU pour adresser les critiques les plus vives à l'autoritarisme des régimes politiques arabes sans être suspecté de néocolonialisme ? ■

Sommaire

A lire dans ce numéro

Actualité	1
Le rapport du PNUD : une polémique utile	
Regards croisés	2
Le temps des réformes	
Entretien	3
Syrie : en attendant le changement	

Zoom	4	Recherche en cours	6
Gamal Moubarak		Mondialisation et mariage en Egypte	
Le pouvoir de l'ombre		Kiosque/Notes de lecture	7
Portrait	4	Pour perdre nos œillères	
Jalal Talabani		L'énigme saoudienne	
La revanche kurde		A suivre	8
Actualité	5	La nouvelle vie de Radio Orient	
Politique de réforme en Egypte		Euronews se remet à l'Arabe	

Le Monde arabe vu par le PNUD

Un rapport écrit par des Arabes pour les Arabes

Sophie de Caen

Représentante résidente adjointe pour le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) en Egypte. Mme de Caen a été Chef d'évaluation du Fonds d'Équipement des Nations Unies à New York (FENU) et travaille pour le PNUD depuis 1986.



> Pourquoi la publication du Rapport 2004 du PNUD sur le développement humain dans le monde arabe a-t-elle été retardée? Les auteurs du rapport ont-ils été soumis à des pressions quelconques?

Il n'y a eu aucune pression relative à la publication du rapport.

> Pensez-vous que les changements (élections, dialogue public sur les réformes) ont été motivés par les précédents rapports du PNUD?

Les précédents rapports ont suscité beaucoup de dialogue et de débats parmi les différents partenaires, y compris le gouvernement, les organisations non-gouvernementales, le secteur privé, les donateurs, etc. En Egypte, le premier rapport arabe ainsi que le Rapport national sur le développement humain pour l'Égypte (2003) ont contribué au débat sur la décentralisation; en 2004, le gouvernement égyptien a approuvé un très grand projet visant à réduire la pauvreté dans les municipalités les plus pauvres et à piloter des expériences de planification participative et de gestion financière au niveau des villages.

> Quelle est la position du rapport et de ses auteurs sur la situation en Irak? Considèrent-ils la «démocratie irakienne» comme un modèle démocratique?

Selon le rapport et les rapports de presse, «du fait de l'invasion et de l'occupation de l'Irak, le peuple irakien est passé du joug d'un régime tyrannique qui a bafoué les droits de l'homme et les libertés à un régime d'occupation étrangère qui n'a fait qu'accroître ses souffrances.» Le rapport fait mention de l'incapacité des forces d'occupation à remplir leurs obligations, des souffrances des

femmes en particulier, des milliers d'Irakiens qui ont été arrêtés et torturés, et du manque de services les plus élémentaires. Il est encore trop tôt pour se prononcer sur l'Irak en tant que modèle démocratique.

> Le rapport est avant tout composé de recommandations. Comment faire pour que ces recommandations soient appliquées concrètement?

Le Rapport sur le développement humain dans le monde arabe est écrit par des Arabes pour les Arabes. En effet, ce sont des recommandations pour les pays eux-mêmes. Le PNUD travaille avec ces pays pour encourager un débat public sur les thèmes du rapport et se porte prêt à appuyer les gouvernements dans l'exécution des recommandations.

En Egypte, le PNUD travaille avec tous les partenaires pour avoir un quota de femmes dans le parlement. Nous travaillons également avec le gouvernement pour offrir des ateliers sur les droits humains aux juges, à la police, aux avocats, etc. Ce projet date déjà de plus de quatre ans et connaît un très grand succès. Le taux de circoncision féminine en Egypte (plus de 95% en 1995) commence à diminuer grâce à un projet du PNUD, de plusieurs donateurs et du Conseil National pour la Femme et l'Enfant.

> Comment les auteurs recueillent-ils leurs informations? Les autorités arabes sont-elles conciliantes à l'égard des auteurs pour leur fournir les statistiques et les données nécessaires?

Un sondage d'opinion a été effectué dans cinq pays arabes; l'analyse de ce sondage est reportée dans le texte du rapport, ainsi que dans les annexes. Sinon, les institutions nationales de statistiques de chaque gouvernement ont fourni des données. Les auteurs qui ont contribué au rapport sont nombreux et variés, mais c'est une équipe d'auteurs principaux, avec Dr. Nader Fergany en tête, qui a dirigé la rédaction. Un comité a revu le rapport avant sa publication et des groupes de lecteurs ont soumis régulièrement leurs commentaires pour les versions anglaise et arabe. ■

Le temps des réformes

Les régimes républicains ressemblent aux monarchies

Abdelwahab El-Afendi

Directeur de recherche au Centre pour l'Étude de la Démocratie à l'Université de Westminster et Coordonnateur du Projet sur la Démocratie dans le monde musulman. Editorialiste à Al Quds al Arabi (Londres) et au Daily Star (Beyrouth). Il est également l'auteur de plusieurs travaux sur l'islam, l'État et le pouvoir au Soudan.



> Quelle est votre contribution dans le Rapport 2004 sur le développement humain dans le monde arabe?

J'étais l'un des quatre principaux auteurs chargés de rédiger le rapport préliminaire. En tant que politologue, ma tâche consistait à couvrir les aspects politiques relatifs à l'État, la démocratie, la société civile et le terrorisme.

> N'est-il pas difficile de généraliser, alors que le monde arabe connaît des disparités économiques, sociales et politiques (pays du Golfe/Afrique du Nord, pour n'en citer qu'une)?

La question de la généralisation est convenablement prise en compte dans le Rapport, dans la mesure où nous avons certes reconnu l'existence de disparités, mais que nous sommes parvenus à la conclusion qu'il existait malgré tout une convergence significative dans le système politique, puisqu'aujourd'hui les régimes républicains ressemblent de plus en plus aux monarchies.

> Comment peut-on rendre le Rapport plus efficace et le vulgariser auprès du public?

Le PNUD a développé son concept de «développement humain» à la fin des années 1980 et au début des années 1990, et il a commencé à publier ses rapports sur le sujet en 1990. Il a également produit des rapports sur des pays et sur des régions. Dr. Rima Khalaf du PNUD, est à l'origine du Rapport. Le but de ses auteurs est de surmonter les nombreuses difficultés relatives au développement dans le monde arabe, un objectif très louable à tous points de vue.

> Pourquoi, selon vous, cet intérêt soudain des Nations Unies pour le développement humain dans le monde arabe?

La question ne devrait pas être pourquoi le PNUD a commencé à s'intéresser au développement humain dans le monde arabe, mais pourquoi il a mis tant de temps à le faire. En

Actualité

[Entretien]

fait, il n'y a rien de soudain, et certainement rien de suspicieux, au sujet de cet intérêt. Si le monde arabe est une telle zone de désastre qu'elle pousse à la concurrence ceux qui cherchent à résoudre ses problèmes, tant mieux. Mais les gens sont nommés aux Nations Unies pour leurs compétences, et non pour faire un travail de relations publiques. ■

LDC

Le temps des réformes

Le rapport est devenu le produit vedette de l'ONU

Nader Fergany

Auteur responsable du rapports sur le développement humain dans le monde arabe 2002, 2003, 2004 et 2005. Directeur du Centre de recherche Almishkat en Egypte. Auteur de plusieurs ouvrages sur la démographie et les migrations internationales.



> N'est-il pas difficile de généraliser alors que le monde arabe connaît des disparités économiques, sociales et politiques (pays du Golfe/Afrique du Nord, pour n'en citer qu'une)?

En terme de « développement humain », concept propre au Rapport, il existe en effet des caractéristiques communes à tous les pays arabes. Le Rapport se concentre sur ces traits communs, sans négliger pour autant d'importantes caractéristiques spécifiques à chaque pays.

> Comment peut-on rendre le Rapport plus efficace et le vulgariser auprès du public?

Dès son origine, le Rapport a été entièrement conduit par des intellectuels et des spécialistes arabes. En effet, c'est la force majeure de ce document qui le distingue des autres rapports des Nations Unies ou du PNUD.

> Pourquoi, selon vous, cet intérêt soudain des Nations Unies pour le développement humain dans le monde arabe?

Ce n'est pas soudain. Cela a commencé avec l'arrivée d'une femme arabe remarquable à la tête du Bureau des Etats arabes du PNUD. Avec l'aide de diverses personnes, dont moi-même, elle a revitalisé ce Bureau qui était lar-

gement en sommeil. Le Rapport est devenu le produit vedette de ce dernier, et donc du PNUD. ■

Syrie: en attendant les réformes

Rima Allaf

Rima Allaf est née en Syrie et a étudié la science politique en Suisse. Elle est chercheuse associée à l'Institut Royal des Affaires Internationales à Londres et consultante pour les médias, spécialiste du Moyen Orient.



> On s'attend à ce que le prochain congrès du Baath aborde le thème des réformes après le retrait syrien du Liban et de ses effets internes; de quel type de réforme croyez-vous que l'on débattrait principalement?

Le mot « réforme » a fréquemment été utilisé en Syrie, et depuis plusieurs années, bien avant les problèmes au Liban; la réforme ne sera donc pas une conséquence directe du retrait syrien du Liban. Cependant, la situation régionale a conduit beaucoup de Syriens à considérer qu'il était grand temps que le régime commence à se préoccuper un peu plus des affaires du pays, et moins de celles des voisins. Il y a presque un débat public sur la réforme (ou sur la modernisation et le renouvellement, des mots que le régime préfère), mais peu de changements ont été effectués jusqu'à maintenant. Le régime parle surtout de réforme économique (et même administrative), tandis que la société civile insiste, avec raison, sur le fait que l'on ne peut pas avoir de réforme économique sans avoir en même temps de réforme politique.

Pas de réformes économiques sans réformes politiques

Depuis deux ou trois mois, et depuis le discours du Président devant l'Assemblée nationale, certains osent espérer que le prochain congrès du parti en juin, apportera de vraies réformes politiques, notamment en autorisant la pluralité des partis et un changement

des lois sur les médias. Mais les cadres du parti parlent surtout de réforme du parti Baath lui-même, ce qui est ambigu, car aucun agenda n'a été annoncé. Le peuple syrien ne peut guère espérer beaucoup de changement. Certains officiels ont déjà commencé à prévenir l'opinion publique de ne pas avoir trop d'espoirs. Serait-ce parce que le parti ne sait même pas comment sortir de cette situation? Ou parce que les « réformes » ont déjà été décidées et que l'amélioration sera minime?

> Est-il vraisemblable que l'on assistera à un autre Printemps de Damas et à sa fin?

Il est peu probable que les autorités syriennes soient prêtes à provoquer de nouveau non seulement les Syriens, mais aussi la communauté internationale, après les événements récents du Liban. La Syrie est sous le regard attentif des Etats-Unis et de l'Union européenne, et espère renouer des relations avec eux. Le monde a beaucoup changé depuis le Printemps de Damas de 2000, et le printemps qui revient devra obligatoirement durer et briller; on ne peut plus se taire indéfiniment devant l'urgence démocratique dans le monde arabe. Le régime n'est plus dans une position d'invulnérabilité, et il a commencé à comprendre que donner un peu est mieux que de tout perdre.

> Quels sont les risques, pour le régime syrien, d'une ouverture politique et de la naissance d'une société civile? Est-il prêt à les affronter?

Il est vrai que tout régime autoritaire craint le potentiel d'une société civile et d'une liberté d'expression et de presse plus grande. Mais cette société civile existe déjà en Syrie et elle se bat pacifiquement – en vain – depuis de nombreuses années pour obtenir plus de droits pour le peuple. Plus de 40 ans après la prise de pouvoir du Baath, la Syrie ne peut plus survivre ainsi. Loin d'être le plus grand risque pour le régime, l'ouverture politique est maintenant nécessaire. La suppression de la loi martiale (en place depuis 1963), la libération des prisonniers politiques, l'indépendance de la justice, l'établissement de lois sur la liberté d'expression et la réforme économique et politique ne sont qu'une partie des défis que doit affronter le régime syrien. ■

Propos recueillis par Chiara Sulmoni

Actualité

[Zoom / Portrait]

ZOOM

Gamal Moubarak Le pouvoir de l'ombre

Gamal Moubarak est le fils aîné de Hosni Moubarak, au pouvoir en Egypte depuis 1981. Diplômé de l'Université américaine du Caire, Gamal Moubarak est titulaire d'un MBA. Après avoir achevé ses études, il commence par travailler pour la Bank of America en Egypte. Il est ensuite envoyé à Londres et devient le directeur de la filiale londonienne de cette banque en s'occupant principalement de l'investissement financier, pendant plus de six ans.

Contrairement à son frère Allaa, davantage porté sur les affaires, Gamal Moubarak est passionné de politique depuis son jeune âge. Son militantisme au Parti national démocratique (PND) l'a propulsé au sommet de l'appareil. En 2002, il est nommé par son père Secrétaire général du Haut Comité des politiques, c'est-à-dire troisième personnage le plus puissant du PND, parti dominant puisqu'il possède la grande majorité des sièges au Parlement.

Gamal Moubarak est considéré comme l'instigateur du remaniement ministériel de juillet 2004, dans la mesure où la majorité des nouveaux ministres sont issus du Haut Comité des politiques qu'il dirige. Le « cabinet de Gamal » constitue une promotion pour la jeune génération égyptienne formée à l'étranger. Aujourd'hui, Gamal est confronté à une



Gamal et Hosni Moubarak

double épreuve : d'une part, faire face au mécontentement populaire et aux revendications réclamant la fin du monopole du PND et la mise en œuvre de réformes politiques, d'autre part, assurer une « transition démocratique » en cas de vacance du pouvoir. Un seul scénario hante Gamal : une succession à la syrienne. ■

cratique » en cas de vacance du pouvoir. Un seul scénario hante Gamal : une succession à la syrienne. ■

AGENDA

Juin 2005

Salima Djebbari

Ecole de Florence sur les Migrations et Développement Euro-Méditerranéen

6 au 24 juin 2005, Florence, Italie

Lieu : Campus de l'Institut universitaire européen, Florence

Organisation : Institut universitaire européen (IUE) et Université de Florence

Contact : migration.school@iue.it
www.iue.it

PORTRAIT

Jalal Talabani La revanche kurde

En avril 2005, Jalal Talabani a été élu président de l'Irak par l'Assemblée nationale transitoire. Aux élections du 30 janvier, la liste kurde était arrivée en deuxième position, avec 77 députés. Pour la première fois dans l'histoire du pays, un Kurde devient président d'un Etat à grande majorité arabe, la communauté kurde représentant entre 15 et 20 % de la population.



Président J. Talabani

Né en 1933 dans le village de Kelkan dans le Sud du Kurdistan irakien, il a fait des études de droit à Bagdad. Très tôt, il prend le parti du nationalisme kurde et commence à militer au Parti Démocratique du Kurdistan (PDK) et à l'Union de la Jeunesse Irakienne. Il devient membre du bureau politique du PDK

et partisan radical de la lutte armée contre le régime du général Qassem, qui a mis fin à la monarchie hachémite en Irak. D'abord considéré comme le « protégé » du général Massoud Barzani, il rompt avec ce dernier en 1964 et conduit contre lui la révolte des « intellectuels » du PDK.

Le rêve est une chose, la réalité, une autre [...]. Un Kurdistan indépendant ne peut pas survivre

S'étant exilé à Beyrouth, puis à Damas, et après l'effondrement de la révolte kurde en Irak, Talabani revient sur le devant de la scène kurde irakienne et fonde, en 1975, l'Union Patriotique du Kurdistan (UPK) dont il devient Secrétaire général. L'UPK crée alors une milice et une organisation de parti qui entre en opposition avec le PDK, notamment lors des affrontements armés entre les deux

groupes qui vont durer jusqu'en 1998.

Suite à la chute de Saddam Hussein, les Kurdes mettent de côté leurs différends et proposent la candidature de Jalal Talabani à la présidence de l'Irak. Massoud Barzani sera, quant à lui, président du Kurdistan autonome. Jalal Talabani a été membre du Conseil de gouvernement intérimaire irakien et président de ce même gouvernement au mois de novembre 2003. ■

CONFÉRENCE - DÉBAT

Reform and Democracy in the Arab World and the Role of the European Union

MEDEA, The Royal Institute for International Relations, CERMAM

26 May 2005. Prieuré de Val Duchesse, 259 Boulevard du Souverain, 1160 Brussels, Belgique

Actualité

[Chronique égyptienne]

Egypte : l'impasse

Politique de réforme en Egypte : business as usual ?

Florian Kohstall

À en juger par les discours, la réforme est devenue le leitmotiv de la politique égyptienne. Malgré ses relations privilégiées avec les États-Unis, le pays compte désormais parmi ceux visés par le projet de démocratisation du monde arabe élaboré par l'administration Bush sur fond de guerre en Irak. Affirmant à plusieurs reprises sa volonté de garder une place privilégiée dans la région, l'Égypte doit faire face à ces pressions, même si, officiellement, toute intervention extérieure à la région est catégoriquement rejetée. Le défi est alors le suivant : comment entamer une réforme, aussi cosmétique soit-elle, sans paraître céder aux pressions extérieures ?

Le débat sur la mise en œuvre de réformes porte avant tout sur la question des priorités. Jusqu'au début de l'année, il semble que les efforts réformistes du gouvernement se soient tournés vers l'économie. La réduction des tarifs et la simplification du régime douanier décrétés en septembre 2004 ont été parmi les premières mesures élaborées par le nouveau cabinet de Ahmed Nazif, formé en juillet. En même temps, le gouvernement a annoncé une réforme du système des impôts. Ces réformes n'ont pas manqué d'attirer l'attention des économistes internationaux, qui ont gratifié le nouveau cabinet de leurs commentaires élogieux. Si la politique économique a permis au gouvernement de se positionner sur le devant de la scène, les réformes politiques demandées par les différentes forces de l'opposition, comme la levée de l'état d'urgence et la tenue d'élections libres, ont été reléguées au second plan. Le président l'a admis ainsi : « Étant donné la situation économique, nous

ne pouvons pas mener à bon terme les réformes politiques que nous souhaitons. »

Sans qu'on puisse parler d'une véritable revitalisation de l'économie égyptienne, le président a annoncé six mois plus tard, en février 2005, la modification de l'article 76 de la Constitution, qui concerne le mode d'élection du président. La presse égyptienne n'a pas manqué de poser la question de savoir si l'initiative présidentielle était une réponse aux pressions externes. L'arrestation de Ay-



Forces de l'ordre devant une mosquée, Le Caire
N. de Larvergne

man Nour, quelques semaines seulement après l'autorisation de son parti El Ghad (De-main), a provoqué des remous dans les relations avec les États-Unis.

« Étant donné la situation économique, nous ne pouvons pas mener à bon terme les réformes politiques que nous souhaitons. »
H. Moubarak

La Secrétaire d'Etat de l'Administration Bush, Condoleezza Rice, a annulé sa visite officielle au Caire. Mais, outre ces pressions externes, la préparation des élections parlementaires et présidentielles prévues pour l'automne pèse de plus en plus sur la vie politique égyptienne. Depuis décembre, une partie de l'opposition égyptienne s'est mobilisée autour du slogan « Kifaya » (Assez), exprimant, lors de plusieurs manifestations publiques, le refus de voir renouveler le mandat de Hosni Moubarak et le transfert du pouvoir à son fils Gamal. À leur tour, les Frères musulmans ont manifesté pendant le mois de mars dans plusieurs villes. Sortis dans les rues par milliers, ils ont fourni la preuve de leur capacité de mobilisation envers le pouvoir, mais aussi envers l'opposition « laïque ».

Sans véritablement trancher entre les pressions internes et externes – deux choses difficiles à séparer en ce moment – l'initiative du Président a eu un important « effet d'annonce ». Fêtée par quelques observateurs comme étant l'avènement de la démocratie, elle marque certainement un « retour aux réformes politiques ». Mais elle s'effectue

loin des revendications de l'opposition. Le projet d'amendement final – actuellement présenté au Parlement en vue de son approbation – pose des conditions qu'aucune des cinq personnes qui ont jusqu'à maintenant annoncé leur candidature ne peut remplir. Chaque candidat devrait en effet rassembler 300 signatures de députés ou de membres de conseils municipaux – dominés par le Parti National Démocrate (PND) au pouvoir – ou appartenir à un parti politique existant depuis au moins cinq ans et détenant au minimum 5% des sièges au Parlement. Comme d'autres réformes politiques, cette initiative a été désamorcée par le Parlement dominé par le PND. Ainsi la démocratisation est-elle un projet qui demandera à ses partisans un travail de longue haleine. ■

Actualité

[Recherches en cours]

Egypte : l'impasse

L'Égypte dans l'année : Chronique Politique 2004

Florian Kohstall (dir.), CEDEJ, Le Caire, 2005

Florian Kohstall est politiste et doctorant-boursier au CEDEJ. Il s'intéresse aux transformations politiques du monde arabe et prépare actuellement une thèse sur les réformes de l'enseignement supérieur en Égypte et au Maroc.



Pour la première fois, la chronique politique égyptienne du CEDEJ se présente sous le nom suivant : « L'Égypte dans l'année ». Réparti en six articles synthétiques, l'ouvrage a pour ambition de couvrir les principaux événements politiques de l'année passée, tout en proposant une grille d'intelligibilité minimale. Les trois premières contributions s'intéressent aux acteurs, mettant ainsi en perspective la politique du PND et le rôle qu'y joue le fils du président, Gamal Moubarak ; les derniers changements au sein de l'opposition « légale » avec l'autorisation de plusieurs nouveaux partis politiques ; l'évolution des Frères musulmans après la désignation d'un nouveau leader. Trois autres contributions analysent les différents volets de l'action gouvernementale : le débat et les actions entreprises en Égypte suite aux multiples initiatives américaines et internationales pour la réforme du monde arabe ; le traitement médiatique réservé à quelques initiatives qui touchent à la religion ; la nouvelle orientation de la politique extérieure égyptienne.

Cet ouvrage, ainsi que les chroniques politiques 2003 et 2002, peuvent être téléchargés sur le site www.cedej.org.eg.

LDC

Les effets de la mondialisation sur le mariage au Caire

Ikran Eum

Chercheuse, spécialiste du Monde arabe à MyongJi (Université de Séoul)

Cette étude explore les transformations occasionnées par la mondialisation sur l'idée et les pratiques du mariage chez les classes moyennes et supérieures musulmanes au Caire. Deux groupes sont comparés : la génération des parents, qui se sont mariés avant l'infatih (période de la « politique d'ouverture » des années 1970, pendant lesquelles le consumérisme global a pris son essor), et la génération de leurs enfants, qui ont atteint l'âge du mariage ou qui se sont mariés récemment.

Est examinée la période qui s'étend de la rencontre des deux partenaires jusqu'à la cérémonie du mariage. Les enquêtes portent sur la fréquentation, sur la négociation des modalités du mariage entre les deux familles concernées, ainsi que sur les préparatifs de la cérémonie du mariage. Ces différentes étapes comprennent l'identification du partenaire, la visite formelle du futur époux au domicile de la future mariée pour la demande en mariage, *l'iraah al-fatiha* (accord initial entre les deux familles concernant l'éventualité du mariage) et un certain nombre de négociations for-

melles entre les parties à propos du *mahr muqaddam* (dot immédiate), du *muwakhar sadq* (deuxième partie de la dot), du *shabkhar* (ensemble de bijoux que la famille du marié offre à la mariée) et de la maison conjugale. Une fois ces questions réglées, le *khutubah* (les fiançailles) et le *katb al-kitab* (l'enregistrement civil du mariage) ont lieu et sont suivis du *laylah al-hennah* (la nuit/cérémonie du henné), puis de la *farah* (cérémonie du mariage).

La recherche a pour objectif de mettre à jour et de consolider les connaissances concernant le mariage en Égypte. Elle est motivée par le

souhait d'ajouter une « nouvelle voix » à la bibliographie existante, à partir d'une perspective coréenne (et plus généralement asiatique). Au cours de l'analyse et de l'interprétation des données recueillies lors du travail de terrain effectué entre septembre 2001 et août 2002, divers thèmes



Sabaah Al-Khayir, No. 2424, 2002
'A votre tour de devenir bientôt fous'
Photo de mariage d'un couple récent en faillite

ont été étudiés dans le cadre du concept d'« espace social » (représenté par l'espace sexué et générationnel). Ces thèmes comprennent la notion conventionnelle d'« honneur et honte » au Moyen-Orient, diverses théories modernes et globales de la consommation, ainsi que les processus actuels relatifs à la mondialisation. ■

Le CERMAM dans les médias

Radio Suisse Romande

La recrudescence de la violence en Irak
21 avril 2005

CNBC arabe

La visite de Poutine au Moyen Orient
27 avril 2005

Al Arabiya TV

La Reconstruction de l'Irak
27 avril 2005

Radio France Internationale

Le nouveau gouvernement irakien
3 mai 2005

France Culture

Regain de violence en Irak
4 et 11 mai 2005

Télévision Suisse Romande

Violences en Irak
5 mai 2005

Le Temps

6 mai 2005
La Lettre du CERMAM : Un regard genevois sur l'actualité arabe

Notes de lecture

[Kiosque]

Pour perdre nos œillères

L'usage du monde par Nicolas Bouvier

Philippe Jacques

«Malgré la misère des uns et la turpitude des autres, c'est encore la nation du monde où l'esprit de finesse se manifeste avec le plus de constance ... Pour quel motif un paysan privé de tout peut-il goûter une poésie traditionnelle qui n'a rien de rustique, repeindre immanquablement sa porte dans les tons les plus rares, ou tailler dans de vieux pneus des espadrilles ... d'une forme maigre, précise, racée, qui suggère aussitôt que le pays a cinq mille ans.»



Ce pays, c'est l'Iran, tel que l'a vu Nicolas Bouvier en 1954. Qu'un demi-siècle ait passé depuis importe peu. Cinquante ans sur cinq mille, ce n'est pas grand-chose pour une Perse qui a vu se succéder les bouleversements au long de son histoire. C'est parce qu'il voyageait sans se presser que l'auteur de *L'usage du monde* savait capter ce qui, là où il se rendait, demeure.

On n'a plus besoin, en Suisse, de présenter Nicolas Bouvier (1929-1998) mais la reconnaissance de son œuvre d'écrivain dans le reste de la francophonie n'est qu'à ses débuts. C'est une bonne raison pour parler de ce Genevois qui incarne ce que lui-même appelait l'Helvétie «périgrine», cette petite nation qui compte la plus forte proportion de globe-trotters dans le monde. Il a sillonné la planète, surtout l'Asie (Turquie, Iran, Afghanistan, Japon), plusieurs années avant que les voyages sur ce continent ne se mettent à la mode : aujourd'hui, ce sont ses lecteurs qui, grâce à lui, découvrent avec émerveillement et se prennent à aimer des pays dont jamais ils n'avaient entendu parler ainsi par les statistiques et les journaux. La finesse de sa capacité d'observation s'appuie sur une vaste culture d'Européen qui connaît ses classiques mais refuse l'eurocentrisme. Dès les premières lignes, son style déclenche la jubilation : ennemi du cliché et de la grandiloquence, Bouvier évite aussi bien les théories faciles sur le « choc des civilisations » que les péroraisons sur la fraternité universelle. Simplement,

il cherche à vivre ce que vivent les personnes qu'il rencontre, ce qui lui permet de poser sur elles un regard ironique et cependant compréhensif, et aimant. La contradiction n'est qu'apparente, car c'est le regard qu'il posait aussi sur lui-même. Pour savoir reconnaître, en l'autre, son semblable.

Nicolas Bouvier, *L'usage du monde, Paris, Payot et Rivages (Coll. Petite bibliothèque Payot), 2001.*

Nicolas Bouvier, *Œuvres, Paris, Gallimard (Coll. Quarto), 2004.* ■

L'énigme saoudienne. Les Saoudiens et le monde, 1744-2003

de Pascal Menoret, Paris, La Découverte, 2003

Halla Al Najjar

La tragédie du 11 septembre 2001 a projeté un pays sur le devant de la scène internationale : l'Arabie Saoudite. En effet, outre l'origine saoudienne d'Oussama Ben Ladin, quinze des dix-neuf kamikazes du 11 septembre étaient saoudiens ; le coupable était ainsi tout naturellement désigné et l'Arabie Saoudite a vite été accusée d'être à l'origine - ou du moins de soutenir - le terrorisme islamiste mondial. Depuis lors, aussi bien la famille royale que la population saoudienne ont fait l'objet d'un dénigrement de la part des médias, intellectuels, observateurs et responsables politiques de la communauté internationale. Ce rejet est motivé par les nombreux clichés et les représentations négatives qui ont diabolisé le pays. Celui-ci souffre donc avant tout d'être mal connu et d'être réduit « à un double travers supposé : une richesse insolente et un conservatisme religieux détestable. »

A partir de là, Pascal Menoret pose la question : « Faut-il avoir peur de l'Arabie Saoudite ? ». Il utilise une approche méthodologique différente qui « évitera d'expliquer l'Arabie Saoudite par l'islamisme ou l'islamisme par l'Arabie Saoudite ». Ainsi, son analyse

permet de mieux rendre compte de ce pays, privilégiant ainsi les dimensions historique, géographique, religieuse, économique, sociale et politique. L'ouvrage revient sur la genèse de l'Etat, la question du wahhabisme et de l'islam saoudien, la construction de l'identité saoudienne, les conséquences du pétrole sur l'économie et la société, la pauvreté, le rôle significatif de la femme, et ce qu'il considère comme le véritable enjeu : le problème de la jeune génération, celle de la guerre du Golfe.

L'auteur conclut son livre en soulignant le rôle relativement progressiste du prince Abdallah, tant en politique intérieure, motivée par le dialogue et la réconciliation, qu'en politique régionale et extérieure. Il demande surtout « d'avoir confiance » en l'Arabie Saoudite et en son peuple, et de « les laisser parcourir à leur rythme le chemin de leur indépendance ». ■

AGENDA

Juin 2005

Salima Djebbari

Changing Values Among Youth. Experiences from Germany, Egypt and the Arab World

20 - 21 Juin 2005, Le Caire, Egypte

Lieu : Goethe-Institut, Le Caire
Organisation : Zentrum Moderner Orient (ZMO), Berlin et Goethe-Institut, Le Caire

Contact : Dr. Sonja Hegasy, sonja.hegasy@rz.hu-berlin.de ; Dr. Elke Kaschl Mohni, kaschl@cairo.goethe.org
www.zmo.de

Authority, Secularity, and Islam in Europe: From the Wise King to the Wise Mediator?

28 juin 2005, Pays-Bas

Intervention : Armando Salvatore

Lieu : Room 148, Building 1175,
Cleveringaplaats 1, Leiden, Pays-Bas

Point de vue [A suivre...]

La nouvelle vie de Radio Orient

Entretien avec Fouad Naim, Président, Directeur Général

Propos recueillis par Halla Al Najjar

> **Comment définiriez-vous Radio Orient ? Est-ce une radio communautaire ou une radio nationale ?**

Radio Orient se distingue des catégories usuelles des radios françaises par le fait qu'elle est bilingue et traite à la fois des questions dites communautaires et des questions politiques et sociales qui intéressent tous les Français.

> **Depuis deux ans, des modifications ont été apportées sur la forme et sur le contenu de Radio Orient. Qu'est-ce qui a motivé ces changements ?**

Effectivement, nous avons procédé en 2002 à une réorganisation de la forme et du contenu de nos programmes, en prenant surtout en considération les deux données :

- Plus de 50% des Français d'origine arabe ne parlent plus l'arabe.

- Plus de 90% des Français d'origine arabe viennent des pays du Maghreb.

Nous avons donc introduit, d'une part, des programmes en français à hauteur de 35% environ de notre grille et, d'autre part, nous avons donné une large place à l'information concernant les pays du Maghreb ainsi qu'à leurs musiques.



> **Dans votre conférence de presse de la rentrée, vous avez insisté sur le rôle pédagogique de Radio Orient en plus du divertissement. Ne risquez-vous pas de perdre de vue la mission première de Radio Orient et de vous retrouver entre une sorte de France Culture arabe et une radio de variétés ?**

Nous sommes en effet obligés d'être en même temps ce que vous appelez une sorte de « France Culture arabe » et une « Radio de divertissement » en raison du large éventail social et culturel de nos auditeurs.

> **Certains observateurs de la scène médiatique arabe reprochent à Radio Orient son traitement de faveur à l'égard de l'Arabie Saoudite et de certains autres pays arabes. Qu'en pensez-vous ?**

Nous essayons d'être aussi objectifs que possible en ce qui concerne la couverture de l'information, pour l'ensemble des pays arabes. Je préside personnellement les conseils quotidiens des rédactions et je n'ai jamais demandé à mes collègues de

ménager ou de ne pas ménager qui que ce soit.

> **La mort de Rafic Hariri a certainement affecté le personnel de la radio. Avez-vous des craintes quant à la santé financière de Radio Orient et à ses relations futures avec les successeurs de M. Hariri ?**

L'assassinat de M. Rafic Hariri nous a profondément bouleversés au niveau personnel. Mais les successeurs de M. Hariri nous ont indiqué que la pérennité de notre radio n'en serait pas affectée. ■

(voir LDC, avril 2005). Mais, l'information en arabe sur Euronews n'est pas une nouveauté. La chaîne a déjà adopté l'arabe dans ses canaux, mais l'absence d'une conviction interne et d'une volonté politique, ainsi que le manque de financement, ont contraint les responsables à abandonner Euronews-Arabe au profit du Portugais. La notoriété d'Al Jazeera et le lancement de sa filiale Jazeera International ainsi que la progression d'Al Arabia et Al Houra sur un fond d'actualité arabe inépuisable ont certainement persuadé Euronews de rééditer l'expérience et arabiser l'antenne. Reste à convaincre les auditeurs arabes de retourner sur Euronews. ■

Prochainement dans la Lettre du CERMAM

Où va l'Arabie Saoudite ?

Euronews veut parler aux Arabes

Al Arabia TV, la tutelle saoudienne

CNBC arabe, la démocratie par la bourse

Pour recevoir nos publications ou vous abonner à cette lettre, prière de nous écrire : publications@cermam.org

L'actualité continue sur www.cermam.org

EURONEWS se remet à l'arabe

Hasni Abidi

Encouragée par un exercice financier positif, la chaîne européenne d'informations en continue située près de Lyon, envisage d'intégrer la langue arabe dans ses pistes d'informations. Composée de plusieurs partenaires médias publics européens et étrangers, Euronews ne veut pas rester en retrait du chantier médiatique français autour de la future chaîne d'informations internationales, CFII,

EuroNews

La Lettre du CERMAM

Directrice de la publication

Victoria Curzon Price

Directeur de la rédaction

Hasni Abidi

Secrétaire de rédaction

Carole Lager

Collaborateurs

Halla Al Najjar

Salima Djebbari

Ikran Eum

Philippe Jacques

Florian Kohstall

Benjamin Rey

Chiara Sulmoni

Crédits photos

Nicolas de Lavergne

Relations publiques

Chiara Sulmoni

Graphisme et mise en page

mariocuddeDesign

Impression

Imprimerie des Bergues, Carouge

ISSN 1661-3538